

Pouvoir d'achat des Français

*Jusqu'à quand
va-t-on subir
les effets de
l'inflation ?*

En cette rentrée, c'est la préoccupation première des Français et, en particulier des retraités. Et pour cause...

Car contrairement à ce qu'on nous rabâche sur tous les tons, on n'en a pas fini avec l'inflation.

Selon l'Insee, les prix dans l'alimentaire étaient en juillet 12,7% plus élevés qu'un an

plus tôt, soit un léger ralentissement par rapport à juin (+13,7%).

Au total sur deux ans, l'inflation dans les grandes surfaces est supérieure à 21%, selon le média spécialisé LSA associé au panéliste Circana.

Quant à Dominique Schelcher, Pdg de Système U, il déclare : «L'inflation sera durable, et c'est un paramètre nouveau qu'il va falloir prendre en compte».

Voilà pour l'alimentaire et on ne parle pas du coût de l'énergie. En 2023, les Français ont subi une augmentation de +25% et, depuis 2006, les Tarifs réglementés de vente de l'électricité ont augmenté de +63% ! Et pourtant, cela ne suffit pas puisque la ministre Agnès Pannier-Runacher nous annonce une nouvelle hausse pour 2024 mais, comme cette dame est généreuse, l'augmentation ne devrait pas excéder 10%...

Sans parler du coût de l'essence... et ce n'est pas l'annonce provocatrice d'Élisabeth Borne autorisant les fournisseurs à vendre à perte qui va y changer quelque chose...

Cela a déjà, et va avoir encore plus dans les mois qui viennent, des conséquences redoutables en particulier pour les plus démunis.

Voici ce que dit le Secours

populaire dans son dernier baromètre : «Le Secours populaire tire la sonnette d'alarme sur la précarité en France. Il note que cette année 18% des sondés vivent à découvert. C'est trois points de plus qu'en 2022. 31% des ouvriers, 25% des employés et 24% des Français ayant un niveau d'étude inférieur au baccalauréat admettent ainsi être à découvert. 34% des sondés considèrent que leurs revenus leur permettent seulement de boucler leur budget, c'est deux points de moins que l'an passé. En revanche, 47% des sondés affirment parvenir à mettre de l'argent de côté. 58% ont déjà eu le sentiment d'être sur le point de connaître une situation de pauvreté (76% des 35-44 ans, soit 9 points de plus qu'en 2022 ; 74% des ouvriers et 71% des personnes vivant avec un enfant de moins de 18 ans). 38% ont même déjà vécu cette situation».

Dans ces conditions, l'initiative du groupe des 9 organisations de retraités de faire signer une pétition exigeant «10% d'augmentation des retraites et pensions tout de suite» et d'aller porter les signatures aux préfets et à la Première ministre, doit être couronnée de succès. En tous cas, l'UCR-FO, les UDR-FO et les sections fédérales de retraités vont s'y employer.